



DECLARATION UNSA EDUCATION CDEN DU 26 MARS 2009

Madame la Préfète,
Monsieur le Président,
Monsieur l'Inspecteur d'académie,
Mesdames, Messieurs,

Depuis la rentrée, les enseignants et les personnels de l'Education Nationale n'ont de cesse de tenter de faire entendre leurs revendications pour améliorer le service public et de s'opposer aux décisions gestionnaires prises qui, au contraire, l'affaiblissent

L'avalanche de réformes non concertées qui nous est tombée dessus depuis un peu plus d'un an en est la cause. Aide personnalisée, évaluations, disparition programmée des RASED, le droit d'accueil, nouveaux programmes, accompagnement éducatif, stages de vacances, fin des IUFM et masterisation du diplôme d'enseignant, attaques du droit syndical, la mise en place d'une « veille de l'opinion », démaillotage de la sectorisation, le tout saupoudré d'heures supplémentaires et de suppressions de postes, c'est toute l'architecture de l'école qui est ébranlée.

A cela s'est greffée l'inquiétude partagée par nos collègues avec tant d'autres salariés du public comme du privé d'être les victimes d'une crise financière dont ils ne sont pas les auteurs.

Le ministre qui, après une période d'attaques régulières, a sans doute compris que les personnels étaient inquiets, amplifie sa communication mais peine à être convaincant. Il se veut rassurant mais la réalité est là : l'asphyxie de l'école publique est confirmée.

Dans le premier degré, comme dans le second degré, l'addition est lourde. Toutes les académies, connaissent des retraits d'emplois, malgré tous les artifices de présentation, les chiffres des dotations sont en baisse.

En particulier, nous veillerons, à la situation des maternelles. L'augmentation de la fécondité accroît les générations. Elle ne doit pas être une occasion de la remise en cause systématique de la scolarisation des deux ans.

Il faut ici évoquer la situation particulière des RASED. La « sédentarisation » annoncée de 3000 postes au niveau national apparaît bien pour ce qu'elle est : il s'agit pour la rentrée 2009 de trouver 3000 enseignants pour les classes des écoles, car 3000 enseignants partant à la retraite ne seront pas remplacés. Pour l'UNSA- Education le recul partiel du ministre sur cette question est un premier résultat important de la mobilisation. Pour autant, l'UNSA-Education, qui a fait du maintien des aides spécialisées sa priorité, ne peut s'en satisfaire et rappelle son hostilité à ce qu'il qualifie de démantèlement de l'ASH et son refus de la sédentarisation qui n'est ni plus ni moins qu'une première étape vers la disparition de postes spécialisés. Par ailleurs, les 1500 postes « affectés en surnombre » devront être repris ailleurs compte tenu de ce qui a été voté par le Parlement.

L'UNSA-Education rappelle son opposition totale aux 13500 suppressions d'emplois dans l'Education Nationale qui s'inscrivent dans un budget triennal qui prévoit 40000 suppressions pour les trois années considérées.

C'est du jamais vu !

Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative, mais rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un « toujours moins de postes » !
Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée encore moins lorsqu'elles aboutissent à de vraies régressions.
Rien ne pourra se faire non plus si l'Etat ne cesse de se désengager de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous.
Nous refusons cette carte scolaire désastreuse fruit des trop nombreuses suppressions de postes de ces dernières années, comme nous ne pouvons transiger sur la garantie d'une formation de qualité pour tous les enseignants.
L'Ecole doit revenir au centre des préoccupations de ce gouvernement pour donner un avenir à notre pays.